

**Faits saillants du FPHN 2022 :  
Mercredi 6 juillet 2022**

Les délégués à l'édition 2022 du FPHN ont procédé, au cours de la deuxième journée de la réunion de huit jours, à l'examen des progrès, ou leur absence, sur l'ODD 4 (Éducation de qualité), ainsi que l'action au niveau local sur les ODD et sur l'accès équitable aux vaccins et aux ressources.

**L'ODD 4 et liens avec d'autres ODD - Éducation de qualité**

Diego Pary Rodríguez, Vice-président de l'ECOSOC, Bolivie, a présidé cette session et a souligné qu'elle alimenterait le Sommet 'Transformer l'éducation' qui se tiendra en septembre 2022. Faisant état des écarts importants entre les différents pays dans les domaines du développement économique, de l'accès à la technologie et des priorités de planification nationale, Leonardo Garnier, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le Sommet 'Transformer l'éducation', a souligné que nous devons déclencher un mouvement pour transformer l'éducation en un véritable droit humain pour tous.

Haoyi Chen, UNDESA, a présenté les points saillants du rapport du Secrétaire général sur les progrès accomplis vers les ODD, en se concentrant sur l'ODD 4.

Joy-Marie King, Antigua-et-Barbuda, a rendu compte des actions entreprises par son pays pour améliorer la qualité de l'éducation, notamment la fourniture de repas scolaires, d'uniformes, de programmes de gestion du comportement et d'un soutien psychosocial. Natia Tsikaradze, Géorgie, a appelé à repenser le système éducatif pour le monde d'aujourd'hui.

La Modératrice Stefania Giannini, Sous-directrice générale pour l'éducation, UNESCO, a ouvert le débat en soulignant la nécessité de rouvrir les écoles, de renouveler l'engagement du monde en faveur de l'éducation et d'investir dans l'éducation, dans la relance et dans la résilience.

Qualifiant l'éducation d'accélérateur essentiel du développement durable, Omar Abdi, Directeur exécutif adjoint pour les programmes de l'UNICEF, a souligné la nécessité, entre autres : d'atteindre chaque enfant et de le maintenir à l'école ; d'intensifier les évaluations des apprentissages aux niveaux national et régional ; et de soutenir le bien-être physique et émotionnel des enfants.

Susan Hopgood, Présidente de 'Education International', a appelé à un « nouveau pacte » pour les enseignants et les étudiants, qui comprend la garantie de conditions de travail décentes, des droits du travail et d'un salaire décent pour les enseignants ; et à impliquer les enseignants dans les décisions politiques par le biais du dialogue social.

Sheam Satkuru, Directeur exécutif de l'Organisation internationale des bois tropicaux, a souligné que l'enseignement supérieur et professionnel doit être adapté à son objectif, et a souligné la valeur de l'éducation pour parvenir à une compréhension commune du rôle important des forêts tropicales dans le développement durable.

Soulignant que les enfants pauvres sont souvent marginalisés dans l'éducation, Victoria Huallpa Mamani, membre de l'ATD Quart Monde, El Alto, Bolivie, a appelé les écoles à valoriser les connaissances que les enfants ont apprises de leurs familles.

Madeleine Zuniga, Vice-présidente de Foro Educativo, Pérou, a fait écho à la nécessité de prendre en compte les groupes marginalisés, notamment les filles, les enfants des rues et les peuples autochtones dans l'éducation, et a souligné l'importance de systèmes fiscaux solides et de la lutte contre la corruption pour financer l'éducation.

David Moinina Sengeh, Ministre de l'Éducation de base, Sierra Leone, a souligné l'importance d'un accès équitable à l'éducation inclusive pour atteindre tous les ODD et a partagé l'allocation budgétaire de 22 % de son pays à l'éducation.

Li Andersson, Ministre finlandaise de l'Éducation, a fait écho à l'importance de considérer l'éducation comme un investissement plutôt que comme une dépense et a souligné le rôle essentiel des enseignants et une approche tout au long de la vie de l'amélioration et de la reconversion. Elle a partagé l'expérience de la Finlande avec des repas scolaires gratuits en tant que moteur de l'égalité et son engagement à reproduire cette pratique à l'échelle mondiale d'ici 2030.

Sahondrarimalala Marie Michelle, Ministre de l'Éducation, Madagascar, a partagé l'expérience de son pays en matière de décentralisation financière et administrative et d'engagement des parties prenantes, tout en reconstruisant après la pandémie et les cyclones de 2022. Elle a également souligné la récente réforme législative visant à améliorer l'accès équitable à l'éducation.

Les délégués ont souligné l'importance de l'éducation pour parvenir à l'égalité et par conséquent la nécessité de : garantir l'accès à une éducation de qualité pour tous ; investir dans les enseignants ; combler la fracture numérique et exploiter le potentiel de l'apprentissage en ligne ; réduire le coût de l'enseignement supérieur ; et mieux outiller les jeunes entrant sur le marché du travail. Ils attendent avec impatience le Sommet 'Transformer l'éducation' comme une occasion de favoriser les progrès vers l'ODD 4.

D'autres ont partagé des actions liées à la promotion de : la science et la technologie nucléaires ; la formation des enseignants pour le développement de la petite enfance ; l'éducation inclusive, en particulier pour les communautés minoritaires ; des programmes d'éducation numérique verte ; et l'éducation en tant que bien public. Les délégués ont également souligné l'importance : d'ancrer l'équité entre les genres dans tous les systèmes et programmes d'enseignement ; l'engagement des jeunes dans la planification des politiques d'éducation ; combler le fossé entre l'éducation publique et privée ; et traiter l'éducation comme un droit humain.

José Mauricio Pineda, Ministre de l'Éducation par intérim, Salvador, a souligné que son pays avait récemment augmenté son investissement dans l'éducation qui passe de 3,2 % à 5,2 % et, évoquant des fermetures d'écoles dues aux pluies, a exhorté les pays industrialisés à lutter contre le changement climatique.

Ishikane Kimihiro, Représentant permanent du Japon auprès de l'ONU et Président du Groupe des amis pour l'éducation, Japon, a souligné la nécessité de se remettre des pertes d'apprentissage causées par la COVID-19 et a souligné l'importance de l'éducation pour le développement durable (EDD) à tous niveaux d'éducation.

Dans leurs interventions ultérieures, les délégués ont souligné : la numérisation accrue de l'éducation en raison des fermetures d'écoles ; la valeur des partenariats au niveau municipal pour l'EDD ; le besoin de déplacer l'accent mis sur l'éducation

axée sur la mémoire vers des compétences de recherche et la créativité ; les impacts de la guerre sur une éducation équitable et sûre en Ukraine ; et le travail du *Geneva Global Hub for Education in Emergencies*. Ils ont également parlé de la nécessité de financements innovants pour l'éducation tels que les partenariats public-privé et les obligations de développement, et de la fourniture d'une formation adéquate aux utilisateurs de la technologie numérique.

Les délégués ont en outre partagé les progrès accomplis vers l'objectif 4 dans le contexte de la pandémie de COVID-19, certains craignant que les revers ne soient difficiles à surmonter en raison des fractures numériques qui frappent principalement les étudiants à faible revenu et les apprenants handicapés. Ils ont souligné la nécessité d'investir dans les enseignants, de supprimer les obstacles à l'éducation et d'impliquer les parties prenantes, y compris les enfants, lors de l'élaboration de solutions politiques.

### **Agir au niveau local**

Lydia Capolicchio, journaliste suédoise, a modéré la séance. Ville Taajamaa, rédacteur en chef de 'Espoo Voluntary Local Review' (VLR) 2020, a décrit l'ELV comme étant un outil de suivi et de gestion utilisé pour signaler l'engagement à la coopération mondiale et régionale sur les ODD.

Mustafa Uzbaş, Maire adjoint de la municipalité métropolitaine de Konya, Turquie, a noté que les ELV et les examens infranationaux devraient devenir des piliers dans la réalisation des ODD, soulignant les défis de l'offre de logements à faible revenu.

Rose Keffas, Bureau de l'Assistante spéciale principale du Président sur les ODD, Nigeria, a souligné le travail du pays avec les gouvernements infranationaux, y compris le fonctionnement d'un programme de subventions conditionnelles pour l'éducation, la santé et la gestion de l'eau, entre autres.

Soulignant les dommages que la COVID-19 a infligés aux personnes âgées, Bruce Frankel, Réseau Pass It On, a exhorté les autorités locales à réfléchir à ce qu'elles font pour reconnaître et impliquer les personnes âgées.

Peter Danielsson, Maire d'Helsingborg, Suède, a souligné la collaboration avec le secteur privé pour accélérer la transition vers une production climatiquement neutre dans le secteur de la logistique d'ici 2030. Il a invité les autorités locales à « oser être holistique ; à former de larges partenariats et à le faire rapidement ».

Ashok Kumar Byanju, Maire de Dhulikhel, Népal, a souligné l'achèvement par sa ville d'un processus d'ELV, mentionnant la santé, l'eau potable et salubre, l'alphabétisation et les micro-entreprises parmi les principaux domaines prioritaires.

Au cours du débat qui a suivi, les délégués ont participé à un sondage interactif en ligne pour répondre aux questions sur la relation entre les gouvernements nationaux et locaux dans la réalisation des ODD ; la sensibilisation des citoyens aux ODD ; et le rôle des parties prenantes dans la mise en œuvre des ODD.

### **Pays africains, PMA et PDSL : Garantir l'égalité d'accès aux vaccins et aux ressources dans les pays les plus pauvres**

La Modératrice de la session, Rabab Fatima, Coprésidente de la cinquième réunion du Comité préparatoire des pays les moins avancés (PMA), Bangladesh, a souligné la nécessité d'un financement adéquat, d'un accès à la technologie et d'une capacité globale pour les PMA, les pays en développement sans littoral (PDSL) et les pays africains. Elle a également attiré l'attention sur le Programme d'action de Doha pour les PMA (2022-2031) et le Programme d'action de Vienne pour les PDSL.

Taffere Tesfachew, Directeur général par intérim de la Banque de technologies des Nations Unies pour les PMA, a souligné la nécessité d'atteindre l'ODD 9.c sur l'amélioration de l'accès aux technologies de l'information et de la communication dans les PMA d'ici 2020, et pour les organisations internationales, de faciliter la coopération vers la révolution numérique des PMA.

Farid Fezoua, Directeur mondial de la santé et de l'éducation, Société financière internationale, a évoqué un partenariat avec l'Institut Pasteur de Dakar, Sénégal, pour étendre la production de vaccins en Afrique de l'Ouest, et le partenariat du Rwanda avec BioNTech pour une installation de vaccins à ARNm.

Preeti Sinha, Secrétaire exécutive du Fonds d'équipement des Nations Unies, a attiré l'attention sur la facilité relais du Fonds,

qui offre aux PMA un accès aux prêts, sa facilité de réduction des risques et sa voie vers les marchés des capitaux.

Soulignant le développement comme un droit humain, Mihir Kanade, membre pour la région Asie-Pacifique du Mécanisme d'experts sur le droit au développement, a déclaré que le « nationalisme vaccinal » de nombreux pays développés contrevient à l'obligation légale de coopération internationale.

Soulignant l'accès aux vaccins comme un droit humain, Ugoji Adanma Eze, PDG, Engr. Aja Eze Foundation, a appelé à une meilleure coopération et un meilleur financement des vaccins, dans lesquels les PMA ne devraient pas être laissés pour compte.

Fatimé Zara Haroun, Super Banats, Tchad, a partagé une histoire poignante de viol d'enfant, soulignant qu'« une fille violée porte des cicatrices toute sa vie ». Elle a appelé à des cadres juridiques et à des engagements financiers plus solides pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles et pour leur permettre de jouir de leurs droits à la santé et à l'éducation.

Pamela Molina, Directrice exécutive de la Fédération mondiale des sourds, a déclaré que de nombreuses personnes handicapées, y compris les femmes et les filles sourdes, ne peuvent pas accéder aux soins de santé anti-COVID-19 tels que les vaccinations en raison d'une mauvaise prise en compte de leurs besoins, appelant à l'inclusion des personnes handicapées dans les groupes prioritaires pour recevoir des vaccins.

Khumbize Kandodo Chiponda, Ministre de la santé, Malawi, a souligné la nécessité de faire le point sur la manière dont le Programme d'action de Doha répond aux besoins des PMA face aux nouvelles crises multiples.

Les délégués des PMA et des PDSL ont indiqué qu'en raison de vulnérabilités structurelles, ils étaient les plus touchés par la COVID-19 et par la récession financière et la perturbation des chaînes d'approvisionnement qui en ont résulté. Ils ont souligné les faibles niveaux de vaccination et ont appelé à : combler les lacunes financières et fournir une dette viable ; assurer la transition vers les énergies renouvelables et la transformation économique ; renforcer la coopération Sud-Sud et triangulaire ; procéder au transfert de technologie ; procéder au renforcement des capacités nationales, notamment en matière de production de vaccins anti-COVID-19 et de centres de diagnostic ; et de meilleurs systèmes de gestion des données. Les pays ont également souligné l'importance du programme d'action de Doha et rendu compte du renforcement de la coopération Afrique-UE.

Les délégués ont en outre examiné, entre autres questions : l'importance des interprètes en langue des signes à toutes les réunions de l'ONU ; la nécessité d'une volonté internationale de déclarer les vaccins anti-COVID-19 comme des biens publics mondiaux ; l'idée que le nationalisme vaccinal est une violation des droits de l'homme ; le soutien du Technology Makers Lab à l'innovation en Afrique ; et le protectionnisme créé par les règles du commerce international.

### **Dans les couloirs**

Lors de la journée de l'éducation au FPHN, les divergences dans les priorités nationales étaient évidentes : alors que certains se battent pour que tous les enfants soient scolarisés, d'autres ont partagé leurs réflexions sur la meilleure façon de pérenniser leurs systèmes éducatifs rationalisés. Le jeudi 7 juillet 2022, faisant allusion au lancement du Rapport du Secrétaire général sur les progrès vers les ODD, un orateur a déclaré que si les pays riches dépensent généralement plus de 8 000 USD par étudiant et par an, les pays les plus pauvres ont du mal à dépenser même 50 USD par étudiant et par an. Beaucoup ont noté qu'il est clair que nous « en laissons beaucoup derrière nous » et que la pandémie n'a fait qu'aggraver la situation.

Outre l'éducation, l'action au niveau local et l'accès équitable aux vaccins et aux ressources, les participants au FPHN envisageaient également le statut de deux autres documents. Parallèlement aux discussions du FPHN, le Groupe indépendant de scientifiques est à New York pour élaborer l'édition 2023 du Rapport mondial sur le développement durable et conclura sa réunion par un briefing des États membres le 7 juillet. Enfin, la procédure de silence a été rompue pour le projet de déclaration ministérielle de 138 paragraphes, ce qui signifie qu'au moins un État membre s'est opposé au texte et que les négociations se poursuivent.